

Scrutin sur la constitution en Tunisie

LA FORTE ABSTENTION CONTRARIE LA DÉMARCHE DE SAÏED

Page 24

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7351 – MERCREDI 27 JUILLET 2022
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Soldes d'été

LES COMMERÇANTS ATTENDENT LE FEU VERT

Page 2

LE GÉNÉRAL TOWNSEND CONFIRME L'AFRICOM LÂCHE LE MAROC



Le Commandant en chef du Commandement des Etats-Unis pour l'Afrique (AFRICOM) le général Stephen J. Townsend a affirmé hier que le Congrès américain a ordonné à l'Africom de ne plus effectuer les manœuvres militaires baptisées «African lion» sur le sol marocain et d'explorer dans l'immédiat d'autres alternatives sur le continent africain. Une décision qui constitue un revers pour le Maroc qui s'est tout le temps servi de ces manœuvres pour se construire une puissance jugée factice.

Page 3

EN DÉPIT DES APPELS AU BOYCOTT

Hausse vertigineuse du prix des œufs

Page 2

COUPES DRASTIQUES DE LIVRAISONS DU GAZ RUSSE

Les prix s'envolent

Page 4

MENZAH BENT SOLTANE À MÉDÉA

Un site archéologique à valoriser

Page 5

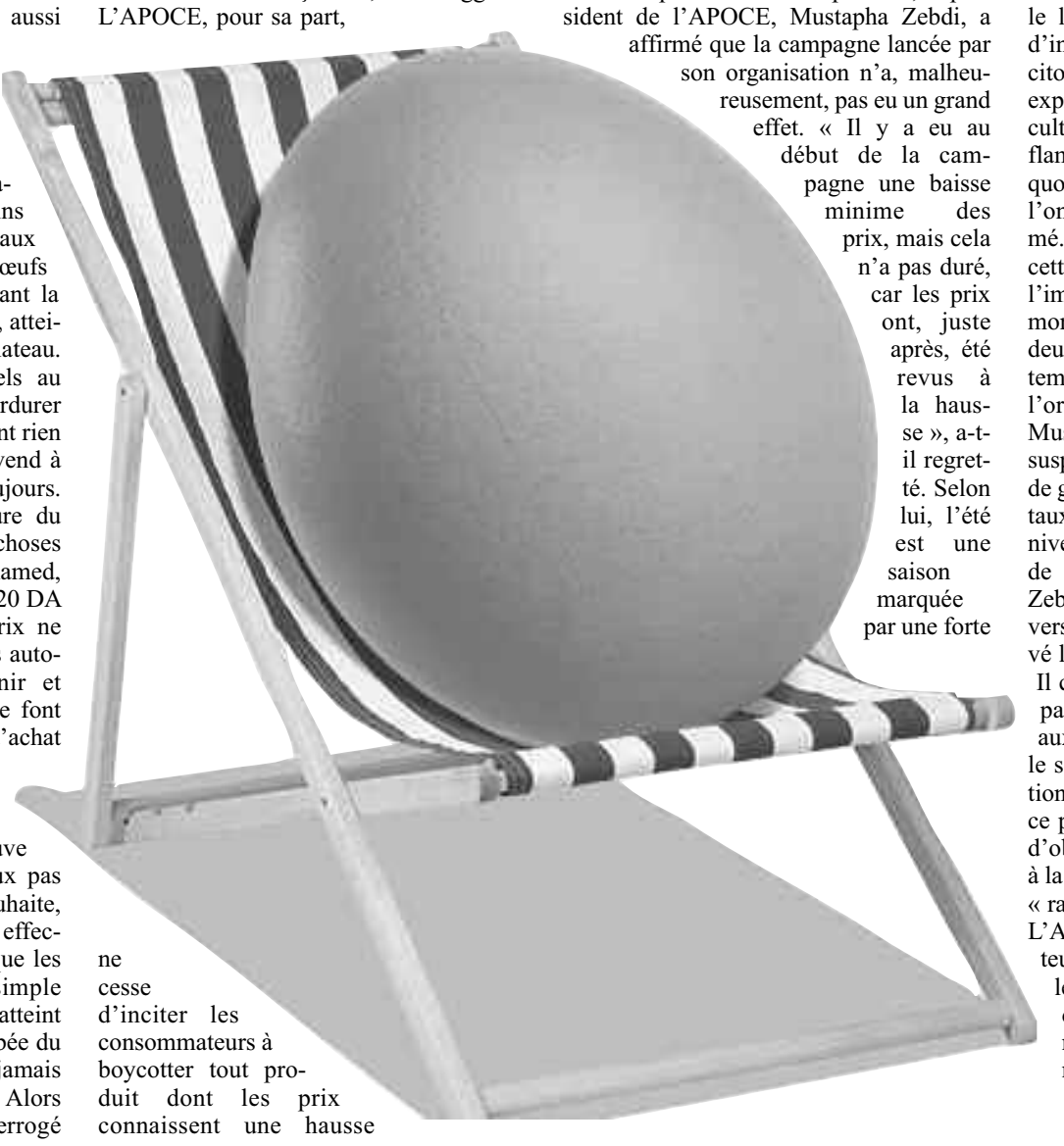
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

EN DÉPIT DES APPELS AU BOYCOTT

Hausse vertigineuse du prix des œufs

« Laissez-le éclore », c'est le slogan de la campagne lancée en ce début de juillet par l'Organisation algérienne de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (APOCE), contre la flambée du prix des œufs. Une hausse qui laisse les citoyens sans voix, mais ont-ils vraiment suivi cette campagne de boycott ?

Leur situation financière étant déjà assez compliquée en raison de l'inflation des produits alimentaires de base, voilà qu'ils font face aujourd'hui à l'augmentation d'un autre aliment aussi indispensable. Depuis des semaines, le prix de l'œuf sur les marchés connaît une augmentation significative. Une unité se vend désormais à 20 DA, contre 15 DA il y a quelques semaines. Un plateau de 30 œufs est cédé à pas moins de 500 DA, et ce contrairement aux années précédentes où le prix des œufs connaissait une certaine baisse durant la période d'été en raison de la chaleur, atteignant à 8 DA l'unité et 250 DA le plateau. Malgré la multiplication des appels au boycott, cette hausse risque de perdurer dans le temps. « Les Algériens ne font rien pour que cela cesse. Même s'il se vend à 50 DA l'unité, ils achèteront toujours. Nous n'avons pas encore la culture du boycott et tant que cela durera, les choses ne changeront pas », a regretté Mohamed, père de famille. « Acheter un œuf à 20 DA n'est vraiment pas normal. Son prix ne devrait pas dépasser les 10 DA. Les autorités concernées doivent intervenir et mettre fin à ces spéculations qui ne font qu'affaiblir davantage le pouvoir d'achat de citoyen », a-t-il poursuivi. De son côté, Karima, pâtissière, a confié : « Ma profession ne me permet pas de boycotter les œufs. Même si je trouve que ce prix est excessif, je ne peux pas faire autrement. Tout ce que je souhaite, c'est que les autorités concernées effectuent des contrôles rigoureux afin que les prix soient à la portée du simple citoyen ». « Jamais ce produit n'a atteint un seuil pareil ! Même avec la flambée du prix du poulet, celui des œufs n'a jamais suivi, il est toujours demeuré stable. Alors que s'est-il passé ? », s'est interrogé Kamel, appelant les citoyens à boycotter ce produit. « On ne va pas mourir si l'on ne mange pas d'œufs. Il faut les laisser pourrir chez les commerçants », a-t-il suggéré.



L'APOCE, pour sa part, ne cesse d'inciter les consommateurs à boycotter tout produit dont les prix connaissent une hausse excessive. Qu'en est-il de la campagne de boycott contre les œufs, lancée récemment sous le slogan « Laissez-le éclore ».

Contacté par le Jeune Indépendant, le président de l'APOCE, Mustapha Zebdi, a affirmé que la campagne lancée par son organisation n'a, malheureusement, pas eu un grand effet. « Il y a eu au début de la campagne une baisse minime des prix, mais cela n'a pas duré, car les prix ont, juste après, été revus à la hausse », a-t-il regretté. Selon lui, l'été est une saison marquée par une forte hausse de consommation d'œufs, ce qui justifie la non-adhésion à la campagne de boycott.

Pour M. Zebdi, l'APOCE essaye, à travers le lancement de ce genre de campagne, d'instaurer la culture du boycott chez le citoyen algérien. « Le boycott est une expression de ras-le-bol et doit être une culture pour manifester notre refus des flambées de prix que nous subissons au quotidien. Tout le monde doit adhérer si l'on veut changer les choses », a-t-il estimé. Interrogé sur les raisons à l'origine de cette hausse, le président de l'APOCE l'impute à la rareté des œufs à cause de la mort d'un grand nombre de poules pondeuses. « Il faut attendre le mois de septembre pour que les choses rentrent dans l'ordre », a-t-il affirmé. Ce n'est pas tout, Mustapha Zebdi fait état de « pratiques suspectes » dans certains grands marchés de gros, notamment des « accords horizontaux » entre grossistes pour maintenir le niveau de prix le plus élevé de ce produit de large consommation. Mais selon M. Zebdi, le détournement des œufs algériens vers les voisins de l'Est a beaucoup aggravé la situation.

Il convient de rappeler que, dans sa campagne de boycott, l'APOCE a demandé aux Algériens de boycotter les œufs avec le slogan « Laissez-le éclore ». L'association a lancé une campagne de boycott de ce produit pour peser sur la demande afin d'obliger les commerçants à revoir les prix à la baisse, surtout que l'œuf est un produit « rapidement périssable ».

L'APOCE a appelé tous les consommateurs à boycotter les œufs jusqu'à ce que leurs prix soient revus à la baisse, ou à défaut à réduire leur consommation mais cette campagne n'a pas été largement suivie par les citoyens.

Lynda Louifi

SOLDES D'ÉTÉ

Les commerçants attendent le feu vert des walis

DANS LES RUES et boulevards d'Alger-Centre, première destination des Algérois pour faire leur shopping, les gens étaient à la recherche de magasins proposant des soldes. « Je suis passée par le 1er-Mai et la rue Hassiba-Ben Bouali, cherchant des vêtements moins chers. Je pense que c'est la période des soldes », confie au Jeune Indépendant une femme que nous avons rencontrée à la place Audin. « L'année dernière, j'ai acheté des articles d'été à des prix raisonnables en cette période grâce aux soldes », précise-t-elle. Elle regrette de ne rien trouver.

Selon Amine, un jeune homme de 24 ans rencontré à Meissonnier, « les prix affichés sur les articles sont trop exorbitants. C'est hors de portée. J'espérais trouver des soldes comme chaque saison mais, malheureusement, je pense que je vais retourner les mains vides ». En effet, la majorité des personnes rencontrées dans les rues d'Alger ignoraient la date du début des soldes d'été pour cette année, et ce à cause d'une absence de communication de la part du ministère du Commerce et des associations concernées, et ce à travers les communiqués, les médias ou encore les affiches dans les rues. « Je ne comprends pas pourquoi il n'y a pas de publicité sur les soldes. On les attend depuis une semaine », s'interroge Imène, jeune étudiante de 21 ans. « Comme je suis étudiante, j'essaie de profiter des soldes pour acheter des vêtements pas trop chers. Mais vu qu'il n'y a rien pour l'instant, dit-elle au Jeune Indépendant, je suis obligée d'attendre encore, peut-être en août ou septembre ».

Contrairement aux années précédentes, où les gens se précipitaient, notamment en cette période d'été, pour s'offrir des produits à des prix promotionnels, cette année, on n'entend même pas parler des soldes, qui vont bientôt se terminer dans d'autres pays.

Selon Tahar Boulenouar, président de l'ANCA, ce retard est causé par les walis qui n'ont pas encore délivré les arrêtés de vente en soldes pour cette saison dans les différentes wilayas.

D'habitude, à la fin du mois de juillet, soit du 21 au 24 du mois, et quatre semaines durant, les centres commerciaux, les magasins et les locaux de commerce sont bondés de gens, venant profiter des soldes estivales. Cette semaine, rien n'est encore affiché, ni sur les façades des magasins ni sur les sites électroniques réservés à la vente en ligne, qui a été instituée par un décret exécutif.

Ce dernier précise les conditions et modalités d'exercice de la vente en période de soldes, de la vente en cas de liquidation des stocks, ainsi que de la vente en usine. On inclut également la vente hors magasins à l'aide de colis. Cependant, l'organisation des ventes en soldes constitue une opportunité importante pour les commerçants afin de dynamiser et de promouvoir leurs activités. Elles offrent aux consommateurs l'occasion de bénéficier d'un choix plus varié, à des prix promotionnels, de divers biens et services.

Contacté dans ce cadre par le Jeune Indépendant, Hadj Tahar Boulenouar a indiqué que les commerçants n'ont reçu jusqu'à présent aucune autorisation de la part des walis pour entamer l'opération des soldes.

« Pour le moment aucune date n'a été fixée », déclare-t-il. « Dès que les commerçants recevront l'arrêté des walis, ils entameront les soldes des différents produits de consommation », affirme-t-il. Il assure que la période des soldes peut commencer en août pour s'étaler jusqu'à septembre. « Les dates sont fixées par un arrêté du wali sur proposition des directeurs de wilaya du commerce territorialement après consultation des associations professionnelles concernées », explique-t-il.

Il ajoute que « le wali a le droit d'avancer ou de retarder la date des soldes selon la région ». En outre, M. Boulanouar fait savoir que les commerçants sont tenus de déclarer auprès des directions du commerce leurs produits à vendre et la quantité, en mentionnant l'ancien et le nouveau prix afin de permettre aux clients de faire leur choix ». « Nous sommes prêts pour les soldes, notamment pour ce qui est de l'habillement, des affaires scolaires et de l'électroménager », ajoute-t-il.

Il convient de noter que les dates de déroulement de ces soldes d'été, applicables à chaque wilaya, sont fixées en application des dispositions du décret exécutif n° 06-215 du 18 janvier 2006 fixant les conditions et les modalités de réalisation des ventes en solde, des ventes promotionnelles, des ventes en liquidation de stock, des ventes en magasins d'usine et des ventes au déballage, modifié et complété.

Selon un communiqué du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, les ventes en solde sont autorisées deux fois par année civile. Chaque opération, d'une durée continue de six semaines, doit intervenir durant les saisons estivales et hivernales. Les ventes en solde sont réalisées durant les périodes comprises entre les mois de janvier et février pour la période hivernale et entre les mois de juillet et août pour la période estivale.

Sarah Oubraham

SELON LE GÉNÉRAL TOWNSEND

L'Africom lâche le Maroc

Le Commandant en chef du Commandement des Etats-Unis pour l'Afrique (AFRICOM) le général Stephen J. Townsend a affirmé ce mardi que le Congrès américain a ordonné à l'Africom de ne plus effectuer les manœuvres militaires baptisées "African lion" sur le sol marocain et d'explorer dans l'immédiat d'autres alternatives sur le continent africain. Une décision qui constitue un revers pour le Maroc qui s'est tout le temps servi de ces manœuvres pour se construire une puissance jugée factice.



Dans une conférence de presse en ligne à laquelle a assisté Le Jeune Indépendant et qui coïncidait avec la fin de sa mission de trois ans à la tête de cet important commandement dont le siège est à Stuttgart en Allemagne, lé général Townsend a fait savoir que dans le nouveau budget de défense pour l'année fiscale 2022 adopté par le Congrès il a été exigé de l'Africom de mettre fin à ces manœuvres soit à une collaboration militaire entre Rabat et Washington dans ces exercices qui a duré 18 ans.

A une question de savoir si l'Africom allait explorer d'autres lieux en Afrique pour organiser ces manœuvres qui se sont déroulées aux portes de l'Algérie, le militaire américain a été catégorique. "La réponse la plus courte est +oui+, nous sommes entrain de le faire car le Congrès nous à demandé de déplacer ces exercices ou une grande partie de ses exercices vers d'autres lieux du continent" .

L'Algérie avait tout le temps regardé ces manœuvres d'un mauvais œil compte tenu du fait qu'elles se déroulaient dans une zone proche du territoire du Sahara Occidental occupé, une région de surcroit en guerre, ce qui constituait une menace pour la sécurité de la région.

Selon le général Towsend qui est sur le point aussi de prendre sa retraite de l'armée américaine, le Congrès américain a demandé à l'Africom d'engager une diversification des exercices militaires. "Et par diversification il s'agit d'essayer de déplacer les exercices où certains éléments des exercices dans d'autres lieux du continent", a-t-il expliqué.

"Donc nous sommes engagés à le faire tout d'abord parce que nous croyons au contrôle civil de l'armée, nous respectons notre gouvernement qui nous a dit qu'il fallait le faire", a-t-il souligné précisant que le choix ne s'est pas encore porté pour le moment sur aucun autre pays africain.

"Nous avons pour le moment un Pôle de l'Africom au Maroc, une antenne en Tunisie dotée d'un personnel de 500 membres, d'une antenne au Sénégal et une antenne au Ghana", a-t-il fait savoir, ajoutant que l'Africom va continuer d'explorer les manières de diversifier davantage les exercices +African Lion+".

Il a aussi fait part de son souhait que d'autres pays se portent volontaires "pour organiser certaines activités de l'exercice ou l'ensemble de l'exercice".

Toutefois, il a précisé que des évaluations et des enquêtes vont être effectuées afin de trouver les potentiels candidats pour accueillir ces exercices.

De nombreux membres du Congrès et des militaires américains avaient exigé du Pentagone de retirer du Maroc, les exercices qui entre temps mettent en péril les intérêts américains avec des partenaires stratégiques comme l'Algérie tout en exacerbant la tension dans la région du Maghreb.

Le sénateur américain James Inhofe a récrément dénonce la tenue de ces exercices au Maroc. «Parce que le Maroc n'a montré aucune volonté de résoudre la question du Sahara occidental, les États-Unis devraient évaluer des emplacements alternatifs pour y accueillir nos exercices militaires annuels», a-t-il affirmé devant les membres du Congrès qui ont ensuite décidé de tourner le dos au Maroc dans le budget de défense.

Ces exercices ont toujours servi au Maroc l'alibi factice, notamment à l'égard de son peuple blasé par le marasme économique, de faire croire qu'il est une puissance région incontournable, et de moyen d'intimider via ses relais médiatiques, le voisin algérien. Or, les manœuvres "African Lion" se déroulent à sens unique à savoir seuls les soldats américains sont autorisés avec des armements tandis que les soldats marocains se contentent de la figuration.

En plus de la publicité faite autour de ces exercices, le Maroc engrange d'énormes dividendes financiers ainsi que les contrats militaires pour services rendus.

Des sénateurs avaient justement réclamé que Washington mette fin aux livraison d'armes au Maroc. Dans une récente correspondance adressée au président des États-Unis Joe Biden, les membres du Congrès américain Sara Jacobs et Colin Allred ont appelé son administration à faire respecter le droit du peuple sahraoui et à cesser de fournir des armes au Maroc.

En mettant fin aux manœuvres "African Lion", Washington rectifie une erreur due à un mauvais aiguillage diplomatique dans son approche au Maghreb et surtout d'une mauvaise lecture des réalités sur le terrain notamment d'un régime marocain en plein errement. Le Maroc posait de sérieux périls dans la région par ses errements successifs sur le dossier du Sahara occidental et son incapacité à garantir une politique de bon voisinage qui ne contrarie pas les intérêts américains dans la région.

S. Ould Brahim

SOUTIEN AUX MOUVEMENTS DE LIBÉRATION À TRAVERS LE MONDE

Le rôle actif de l'Algérie souligné

LE RÔLE actif de l'Algérie dans le soutien aux mouvements de libération et de décolonisation en Afrique et dans le monde a été mis en avant lors d'une conférence organisée, hier mardi, au siège des Archives nationales à Alger.

A ce propos, le Conseiller du président de la République chargé des Archives et de la Mémoire nationale et Directeur général des archives nationales, Abdelmadjid Chikhi, a indiqué que «pour les mouvements de libération en Afrique, l'Algérie est devenue, à une certaine époque, après le recouvrement de la souveraineté nationale, l'une des citadelles des hommes libres, des révolutionnaires et des militants africains pour la liberté et l'affranchissement des chaînes du colonialisme».

Juste après son indépendance, l'Algérie «a joué un rôle important et pionnier, à travers sa solidarité avec les mouvements de libération dans le monde, devenant ainsi la Mecque des révolutionnaires africains qui ont décidé de marcher sur ses traces pour libérer leurs pays», a affirmé M. Chikhi lors de cette conférence à laquelle ont assisté le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane et un nombre de représentants du corps diplomatique.

Insistant sur le fait que la position de l'Algérie vis-à-vis des causes de libération dans le monde «n'était dès le début que l'expression de sa fidélité à ses principes immuables et non pour être au service d'une quelconque partie», le Conseiller du Président de la République a relevé que cette position «est celle de tous les Algériens sans aucune hésitation, partant du principe que ce qui est pris par la force ne peut être repris que par la force».

Le même responsable a souligné que la Révolution algérienne «a donné au monde entier une leçon de moralité et dans la pensée révolutionnaire de libération, ce qui lui a valu d'être qualifiée d'unique en son genre».

A cette occasion, un documentaire a été projeté retraçant des faits historiques sur le rôle de l'Algérie dans le soutien et l'accompagnement des mouvements de libération dans les pays africains pour arracher leur indépendance, outre l'aide matérielle, morale et diplomatique apportée à ces pays. De son côté, le Moudjahid Mohamed Tahar Abdeslam a apporté son témoignage sur le rôle de l'Algérie et de sa diplomatie après l'indépendance dans le soutien aux mouvements de libération en Afrique, en accueillant notamment leurs révolutionnaires dont Nelson Mandela, Desmond Tutu, Joshua Nkomo, Robert Mugabe et Samora Machel.

Lors de cette conférence, qui s'inscrit dans le cadre des festivités célébrant le soixantième anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale, le siège des Archives nationales a abrité une exposition de photos et de documents, qui met en avant le rôle de l'Algérie et de sa diplomatie au service des causes justes dans le monde.

Hamid B.

Page 04_Mise en page 1 27/07/2022 11:35 Page 1

DIRECTION DE DISTRIBUTION DE L'ÉLECTRICITÉ DE MÉDÉA

Vers le raccordement de huit nouvelles exploitations industrielles

DANS la perspective de soutenir la dynamique d'investissement de la wilaya, la direction de distribution de l'électricité et du gaz de Médéa a pris toutes les dispositions pour accompagner les industriels et les promoteurs de projets en matière d'alimentation en énergie électrique et gazière. A ce titre, ladite Direction de distribution a procédé au raccordement au réseau d'électricité et du gaz de 5 nouvelles exploitations industrielles au cours du 1er semestre de l'année en cours pour un coût de plus de 520 millions de DA, selon un communiqué parvenu au journal.
Ainsi, les efforts de la direction vont se poursuivre pour alimenter 2 exploitations industrielles en électricité et une exploitation agricole en énergie gazière avant la fin de l'année en cours, est-il précisé.
Par ailleurs et dans le cadre de la concrétisation du programme des pouvoirs publics de relance économique dans son volet relatif à l'alimentation en électricité et gaz des exploitations industrielles et agricoles, la direction de distribution a mis en place les mesures de soutien et de facilitation basées sur le lancement par anticipation des études, la mise en service avant règlement financier, l'attribution des marchés suivant la procédure du gré à gré... Cependant, la direction de distribution est confrontée à certains obstacles parmi lesquels ceux relatifs le retard de dépôt des dossiers complets et répondant aux conditions requises et le retard dans la procédure d'accord et de paiement de la facture estimative des travaux, la non-délivrance des permis de réalisation, les oppositions lors du lancement des travaux, le non-achèvement de la réalisation des réseaux intérieurs du client, le non-paiement aux frais de raccordement, le refus de signature du contrat d'alimentation.
L'ensemble des griefs cités ont impacté les efforts de la direction et sont responsables des retards dans les délais de réalisation, en dépit de la mobilisation de tous les moyens humains et matériels pour la concrétisation des projets qui sont de nature stratégique pour le développement local, est-il indiqué.

Nabil B.

COUPES DRASTIQUES DE LIVRAISONS DU GAZ RUSSE

LES PRIX S'ENVOLENT

Le marché gazier poursuit lentement son dérèglement. Tous les experts le prévoyaient. Sans surprise, l'effondrement des approvisionnements russes en gaz naturel a provoqué une explosion du marché et des prix en Europe. Hier, ces cours du gaz ont atteint des sommets dans le Vieux continent. Alors que les négociations et les achats concernaient les quantités devant être livrées l'hiver prochain dans plusieurs pays européens, Moscou annonce, à travers le géant Gazprom, des coupes drastiques via le gazoduc NordStream.



Selon le magazine spécialisé «energynews», les prix du gaz européen ont atteint hier un plus haut depuis le record historique de mars dernier. Le TTF néerlandais, la référence du gaz naturel en Europe, évoluait dans la matinée à 192,00 euros le mégawattheure (MWh), entraînant dans son sillage les cours du pétrole. Le gaz britannique évoluait quant à lui à 356,99 pence par thermie (une unité de quantité de chaleur), après un pic à plus de 357 pence, également un plus haut depuis son record historique de mars.
Gazprom a annoncé qu'il réduirait dès aujourd'hui drastiquement, à 33 millions de m³ quotidiens, les livraisons de gaz russe à l'Europe via Nord Stream, arguant de la nécessité de maintenance d'une turbine.
Cette nouvelle coupe réduit à environ 20% les capacités du gazoduc, alors que les nations européennes s'efforcent de reconstituer leurs réserves à l'approche de l'hiver.
Côté pétrole, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre prenait 1,45%, a 106,67 dollars. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain pour livraison le même mois montait quant a lui de 1,73%, a 98,37 dollars.
Pourquoi cette hausse simultanée des cours du pétrole ? Les spécialistes expliquent que les inquiétudes concernant l'approvisionnement de l'Europe en gaz russe ont un impact collatéral sur les prix du pétrole, car une compression potentielle du gaz fourni à l'Europe est susceptible d'augmenter la demande de pétrole et d'autres carburants connexes tels que le diesel. L'Union européenne a rapidement réagi à cette nouvelle situation, qui va impacter considérablement les réserves stratégiques en gaz des pays membres. Les Etats membres de l'UE ont approuvé un «plan de réduction coordonnée de leur consommation de gaz pour réduire leur dépendance envers Moscou», selon l'annonce faite ce mardi par la présidence tchèque de l'UE et rapportée par l'AFP. Ce plan prévoit «une réduction volontaire de 15 % de la demande de gaz naturel cet hiver», selon un communiqué de l'UE.
Pour rappel, cette hausse vertigineuse des prix du gaz en Europe n'est pas nouvelle. En 2018, soit avant la guerre en Ukraine qui est à l'origine actuellement de la flambée des cours, le marché a connu des tensions en raison de la vague de froid qui a traversé le continent européen. Cependant, en 2022, les records sont historiques. A titre de comparaison, les prix ont été multipliés par 7 par rapport à la même date en 2021. Le vrai pic de l'index britannique a été atteint le 7 mars dernier. Le BNP s'échangeait à 800 p/th.
Avant 2021 les prix étaient rarement supérieurs à 100 p/th. Justement, c'est les approvisionnements continus des russes via les gazoducs qui maintenaient les prix sous cette barre symbolique. L'effondrement des livraisons russes ont déstabilisé le marché et enclenchent désormais une concurrence mondiale sans précédent.

Mohamed Kouini

LOGEMENT SOCIAL PARTICIPATIF

Poursuites judiciaires contre les promoteurs défaillants

PLUS d'impunité pour les promoteurs qui n'ont pas respecté les délais de livraison ou de réalisation des logements sociaux participatifs (LSP) et des logements promotionnels aidés (LPA). Plusieurs procédures et lois régissant ce type de logement sont en cours de révision afin de prendre des mesures coercitives contre ces promoteurs. C'est ce qu'a affirmé hier à Alger, le Directeur général du Logement au ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Merdjani.
M. Merdjani a expliqué que «les lois en vigueur dans le domaine du logement social participatif ne permettent pas de prendre des mesures à l'encontre des promoteurs défaillants», soulignant que la question est sérieusement étudiée au niveau de la tutelle «afin de de réviser ces lois» qui seront bientôt fin prêtes.
Il a également fait savoir, lors de son intervention au forum du quotidien Echaab, que les promoteurs défaillants seront «poursuivis en justice pour leur retirer les terrains qui relèvent du domaine de l'Etat», indiquant à ce propos que «de nombreux dossiers sont devant la justice».
«Avant de saisir la justice à l'encontre d'un promoteur défaillant en raison du non-respect des délais de réalisation par exemple, deux mises en demeure lui sont adressées par le directeur du domaine de l'Etat, après quoi la décision du retrait du projet est prise au niveau du comité technique de wilaya sur la base du rapport du Directeur local de l'Habitat».
Concernant les promoteurs ayant fourni des efforts dans le cadre des projets qui leur ont été confiés, «ces derniers seront accompagnés jusqu'à la fin du chantier», a-t-il ajouté, insistant sur l'impératif pour la société civile d'accompagner ces démarches, étant donné que le citoyen est le premier concerné par ces projets.
Dans le souci de rassurer les souscripteurs à la formule LPA, M. Merdjani a fait état de plusieurs garanties dont le dépôt de leurs fonds à la Caisse nationale du logement (CNL), ajoutant que «pour la première fois, le directeur local de l'habitat a été chargé de la supervision de ces projets afin d'assurer un suivi permanent».
Les amendements introduits dans la loi sur la promotion immobilière visent, dans leur ensemble, à protéger les bénéficiaires de ces logements, a-t-il poursuivi.
Concernant la formule LPA dans la wilaya d'Alger, notamment le problème du foncier, le même responsable a affirmé que sur un total de 12.263 logements programmés, une assiette foncière a été dégagée pour la réalisation de 7000 unités, en attendant de trouver d'autres.

M. Mecelti

Page 05_Mise en page 1 27/07/2022 11:34 Page 1

MENZAH BENT SOLTANE À MÉDÉA

UN SITE ARCHÉOLOGIQUE À VALORISER

L'organisation de la visite d'un site archéologique datant de la période musulmane, connu sous le nom de Achir, à 100 km environ au sud du chef-lieu de wilaya, a été l'occasion pour les personnes intéressées par le patrimoine ancien de découvrir un trésor enfoui situé dans un endroit peu connu, à savoir les ruines de Menzah Bent Soltane.



Pour rallier la zone où se trouve le site des ruines perchées sur les cimes de l'Atlas tellien, il a fallu emprunter la RN 1 jusqu'aux confins de la commune de Seghouane et suivre la bifurcation menant vers la région de Aïn Boucif, où sont enchâssées de vastes étendues fertiles et où l'on peut profiter des merveilleuses vues panoramiques des monts des Hauts- Plateaux. La visite guidée était animée par le chargé du service du patrimoine de la direction de la culture de Médéa qui a tenu à donner tous les détails sur le site de Achir, notamment sur le site de Menzah Bent Soltane.

Faisant partie des multiples sites archéologiques datant des différentes époques historiques, disséminés à travers son territoire, la wilaya de Médéa abrite d'importants vestiges hérités de la période ziride, dont celui appelé Menzah Bent Essoltane, difficilement accessible du fait de sa position géographique car étant situé sur le sommet d'une crête rocheuse.

Ledit site, qui figure parmi les sites archéologiques qui revêtent un grand intérêt, eu égard à sa valeur historique, est localisé dans la partie nord de la région de Aïn Boucif (100 km au sud-est du chef-lieu de wilaya), perché dans un endroit difficile d'accès des montagnes de Kef Lakhdar.

L'existence de cet important site est considérée comme le «témoin d'une civilisation disparue», selon le Dr Krim Dahmani, de l'université de Blida. Lors de sa visite de l'endroit, il a écrit : «J'ai observé des pierres arrangées comme des tombeaux dans un cimetière. Je me suis demandé ce que cherchent à nous raconter ces pierres qui ne portent pas le nom de leurs maîtres bâtisseurs ?

A ce moment-là, la citation de Philippe Saint Marc m'est venue soudainement à l'esprit : ''L'homme se doit être gardien de la nature, non son propriétaire''. Il m'est arrivé aussi, en tant qu'architecte et urbaniste, de me poser des questions sur les deux paysages, humain et naturel, ainsi que sur le rapport de filiation entre eux. Mon questionnement a mené vers une vérité absolue : les bâtisseurs de ce site cherchent à nous faire connaître qu'ils étaient puissants et éminents stratèges et qu'ils pouvaient défier même les forces de la nature par leurs gestes savants et s'en servir pour assurer protection à leur ville et lui offrir plus de commodités.»

Un avis partagé par le Dr Toufik Djedi de l'université de Chlef, qui décrit l'endroit en ces termes : «Perché à 1 280 mètres d'altitude, Menzah Bent Soltane est adossé au flanc sud du Kef Lakhdar et protégé par deux ravins du côté est et ouest. A cela s'ajoutent l'abondance en sources d'eau, qui font du site la première capitale des Zirides, dont les relations avec Alger, à cette époque, devaient être celles d'une jeune capitale prospère qui a besoin d'un port de mer rapproché pour donner de l'extension à son activité et à son influence à l'extérieur.»

Dans ses démarches pour sauvegarder tout le site archéologique Achir, la direction de la culture a inscrit dans son programme une enquête pour sa réhabilitation, menée auprès des citoyens en vue de prendre les mesures d'urgence concernant ledit site archéologique. Une enquête à laquelle les citoyens ont été conviés à s'exprimer et à donner leurs suggestions.

PLAN DE SAUVEGARDE ET DE MISE EN VALEUR

Quant à la sauvegarde de Menzah Bent Soltane, une étude de protection et de mise en valeur est nécessaire. Elle doit être rapidement entreprise par les services concernés afin de mettre en valeur le site dont l'abandon a souffert de la prédation et des effets de la patine du temps, comme rapporté par des architectes et spécialistes du patrimoine archéologique.

Rappelons que le site archéologique Achir compte parmi les sites islamiques les plus importants du patrimoine national, témoin de la construction du deuxième Etat musulman, après celui de l'Etat Rostémide. Il a été érigé par Ziri Benmenad en 936 de l'ère chrétienne et est devenu la capitale du Maghreb central, dont les frontières s'étendaient jusqu'aux limites de la Tunisie (Ifriqya) à l'Est et aux limites du Maghreb à l'Extrême-Ouest.

Dans le descriptif du plan des travaux de réhabilitation, le site est divisé en 3 parties, dont la partie contenant le tombeau de Minzah Bent Soltane, la partie ouest où se trouve le palais de Ziri Benmenad, et la 3e partie qui contient la structure du site Achir Bologhine, selon les indications fournies par le service de la préservation du patrimoine à la direction de la culture de Médéa. A ce propos, le spécialiste en architecture et urbanisme, le Dr Krim Dahmani, de l'université de Blida, a fourni les éléments de description du lieu appelé Menzah Bent Soltane : «Un site difficilement accessible. Il s'agit d'une forteresse, soigneusement positionnée sur le sommet d'une crête rocheuse.

L'accès à cet endroit est protégé par des ravins rocheux, tout en traversant des ruines jonchant ici et là la crête, et à son extrémité nord s'observe une chambre semi-circulaire qui aurait pu être un poste d'observation et de surveillance. La confection des pierres nous communique une organisation architecturale des espaces sans pouvoir révéler sa vocation et sa raison d'être. Mais la difficulté d'y arriver reflète sans aucun doute l'importance particulière de cette belle créature.»

L'endroit ressemble à «des ruines d'un ancien palais qui n'est autre qu'une des demeures royales de la dynastie Zirides, mis au jour par le célèbre archéologue français L. Golvin entre 1954 et 1956. La mise en scène d'un tel édifice parfaitement rectangulaire n'est pas le fait du hasard, la rentrée en forme corps-avant de l'architecture de la mosquée El-Mahdia en Ifriqia explique cette vision raisonnée de cet assemblage de pierres.

Cela est confirmé encore par la rentrée en chicane et par l'épaisseur des murs ainsi que par sa stabilité impressionnante qui reflète la volonté de son fondateur, le roi de Sanhadja, Ziri Ben Manad, de garder un témoignage pour une civilisation immortelle. En franchissant cet espace, on se retrouve à l'intérieur d'un vaste espace, un spacieux patio central, délimité de son côté sud par un portique, dont quelques bases et fûts de colonnes en témoignent, et entouré symétriquement par quatre petits patios formant quatre compartiments semblables».

«Le guide nous a montré l'endroit où il y avait des escaliers permettant l'accessibilité au premier étage, aujourd'hui disparu. Avec ce mode constructif en parfaite symbiose avec la nature, j'avais un sentiment délicat que les pierres nous parlaient et cherchaient à nous dire qu'elles ne sont pas sourdes et qu'elles peuvent encore nous révéler d'autres secrets, et nous étonner davantage».

Un autre site nous a été décrit. Il s'agit de Bénia, pas loin de ce prodigieux palais. Elle s'appelle aussi, selon les récits historiques, Achir de Bologhine, une ville située sur un plateau légèrement incliné vers le nord, entourée jadis par une muraille en pierre. L'immensité de cet espace urbanisé explique que les Zirides visaient l'édification d'une grande ville prospère, une capitale au sens propre du mot, ainsi qu'un centre de vie politique et religieuse par excellence. Exactement comme l'avait mentionné Ibn Khaldoun qui affirmait que Achir était l'une des villes les plus importantes du Maghreb.

Ce que confirment les avis rapportés par le Dr Toufik Djedi de l'université de Chlef, qui rapporte son observation «des traces et fondements du palais, rendant perplexe quant à la différence de la qualité et la finesse du travail de pierre de nos jours. Les termes «fondations, bases» mentionnent les maçonneries servant de base à la construction, pris dans leur sens figuré d'» instituer, établir».

Celles du palais rendent compte de la force de l'édifice intellectuel et du raisonnement qui a posé les fondements de la société de l'époque. Ceci témoigne non seulement de l'habileté de son architecte, qui surpassait tous ceux d'Ifrikia à l'époque, mais aussi de la volonté de son fondateur Ziri, qui fit venir un grand nombre de charpentiers et de maçons des environs. Vers le côté nord-ouest du Kef Tsemsa se trouve l'emplacement de Bénia, complètement enfouie aujourd'hui.

Située sur un plateau dominant les environs, elle est distante de 2 500 mètres à vol d'oiseau de Yachir. Elle y est reliée par de nombreuses constructions, faubourgs, fermes et jardins ; le tout formant un très vaste groupement. Ce qui témoigne de la grandeur du territoire et du statut de cette capitale qui, selon les historiens, rivalisait d'importance avec les grandes villes du Nord de l'Afrique.

Exposés aux multiples aléas, dont ceux causés par la main de l'homme, et aux effets du temps, le patrimoine archéologique et historique de la région n'a pas reçu l'intérêt mérité dans la perspective de sa préservation dans de meilleures conditions.

Comptant d'importants vestiges et monuments datant des différentes périodes passées, le patrimoine historique et archéologique de la wilaya n'a pas toujours été à l'abri des déperditions. D'autres vestiges et sites appartenant aux civilisations anciennes sont toujours enfouis sous terre et donc inconnus.

R. N.

TADEJ POGAÇAR NE DISPUTERA PAS LA VUELTA

LE SLOVÈNE Tadej Pogaçar, deuxième du Tour de France, ne sera pas au départ de la Vuelta le 19 août à Utrecht, comme il en avait été question un moment. Deuxième du Tour derrière Jonas Vingegaard, Tadej Pogaçar (UAE Team Emirates) ne disputera pas la Vuelta, qui aura lieu du 19 août au 11 septembre, alors que sa présence était pressentie depuis quelques semaines. Le Slovène sera au départ de la Clasica San Sebastian, ce samedi, avant d'effectuer une longue coupure pour reprendre à l'occasion du Grand Prix de Plouay le 28 août. Le coureur de la formation UAE Team Emirates enchainera ensuite avec le Grand Prix du Québec (9 septembre) et le Grand Prix du Canada (11 septembre) dans le but de préparer l'épreuve sur route des championnats du monde à Wollongong en Australie (25 septembre). Enfin, le meilleur jeune du récent Tour de France terminera sa saison par en Italie avec le Grand Prix d'Emilie (1er octobre), les Trois Vallées Varésines (4 octobre) et le Tour de Lombardie (8 octobre), qu'il avait remporté l'an dernier.

VAINQUEUR DU TOUR, JONAS VINGEGAARD RÉPOND AUX ACCUSATIONS DE DOPAGE : «LES SOUPÇONS NE ME DÉRANGENT PAS»

LE TOUR de France a un nouveau champion. Ce dimanche 24 juillet, Jonas Vingegaard a remporté pour la première fois l'épreuve phare du cyclisme. Le Danois de 25 ans, devenu maillot jaune lors de l'étape du Granon, a devancé le double tenant du titre Tadej Pogacar et Geraint Thomas, vainqueur en 2018. Comme c'est régulièrement le cas, le néo-champion a toutefois dû faire face aux soupçons de dopage qui surviennent régulièrement dans ce sport. Dans un entretien accordé à nos confrères de l'Equipe, il a fait savoir que «les soupçons» ne le dérangent pas car il «comprend qu'avec le lourd passé du cyclisme, la façon dont il fonctionnait il y a encore une quinzaine d'années, on puisse se poser des questions». «Mais notre sport a changé», a affirmé Jonas Vingegaard. «En ce qui concerne mon équipe, je mets ma main au feu pour chacun de mes coéquipiers. Nous sommes propres à 100%», a-t-il proclamé. Alors que cette édition 2022 a fait tomber le record de la moyenne horaire la plus rapide de l'histoire (42,026km/h) et que le dernier vainqueur Danois du Tour avait reconnu s'être dopé, Jonas Vingegaard est resté droit dans ses bottes. «Je le répète, ce n'est plus le même cyclisme. Je suis né en 1996, l'année de la victoire de Bjarne Riis, je sais que le Danemark a une histoire avec le dopage, comme beaucoup d'autres pays d'ailleurs, quasiment tous en fait. Mais ce n'est pas mon histoire», a continué le cycliste. «Je ne veux pas utiliser le dopage, je ne veux pas être comme ça, c'est une conviction profonde. Si, pour être un coureur pro et avoir ce niveau, la condition était de devoir prendre des produits, je choisirais de ne pas l'être et de ne rien prendre», a conclu Jonas Vingegaard. Une sortie importante qui ne fera, malheureusement pour le coureur Jumbo-Visma, probablement pas taire les soupçons.

IL N'Y A PLUS DE TRÊVE POUR LES CERVEAUX SURCHAUFFÉS

Football, l'overdose estivale

Depuis que les matchs de préparation sont diffusés, la trêve a disparu. En plus du mercato, on analyse des rencontres entre équipes B et on ébauche des stratégies de recrutement, notamment via Twitter, qui a rameuté fans et journalistes en herbe. À terme, cette sur-consommation risque de saper l'amour que l'on tient au ballon rond. Pour le plus grand plaisir des magnats du football.



C'est le troisième match de préparation de l'OM. Arrivé en trombe, Igor Tudor doit redonner le sourire à Marseille après le départ de Jorge Sampaoli. La plupart des supporters ont dégoté un streaming, se sont connectés sur Twitch. Et après avoir analysé cette nouvelle défaite, débattu pour savoir si le club avait bien été vendu à des Saoudiens puis réalisé leurs calculs d'épiciers pour le mercato, les Marseillais en sont convaincus : la présaison est un échec. Et c'est le même manège pour tous les supporters de France. Maintenant, faisons une pause et rembobinons de dix ans. Souvenons-nous, l'été 2012 ; l'Espagne accapare le football en écrasant l'Italie en finale de l'Euro (4-0) ; Ezequiel Lavezzi rejoint le PSG, Giroud se dirige vers Arsenal. Le Twitter-foot n'est qu'un embryon et le mercato se concentre sur France Football, le site de L'Équipe et Foot Mercato. La présaison, elle, a débuté dans le calme : qui va s'embêter à regarder ces rencontres ennuyantes où les organismes se torréfient, où les entraîneurs tentent des compositions périlleuses ? Pas grand monde. D'ailleurs, la quotidienne de Secret Story va bientôt commencer. Aujourd'hui, suivre les matchs de préparation et polémiquer sur du vent est devenu le quotidien estival des supporters. D'autant plus une année sans Mondial ou Euro (masculin). L'effervescence de Twitter oblige à ne pas décrocher. Jamais une intersaison n'avait autant vécu dans l'excitation du ballon qui roule sur les prés verts jaunis par un soleil noir. Toujours connecté, le supporter jette sans cesse un œil sur les dernières nouvelles de son club, à la pause clope de son job d'été ou même en vacances avec les copains. D'ailleurs, durant son séjour au Pays basque, un pote a payé 25 euros pour voir un amical entre la Real Sociedad et Toulouse - en 2012, l'entrée était gratuite. Il n'y a plus de trêve pour les cerveaux surchauffés : on aime le foot, alors il faut analyser le 4-3-3 de Rennes, s'écharper sur des mercatos virtuels et des rumeurs de transfert infondées. Il faut traquer les vols privés sur flightradar24.com pour savoir si un joueur va arriver. À Lyon, il y a ceux qui veulent vendre le magicien Paquetá simplement parce qu'il a une valeur marchande ; Football Manager dans la vie réelle, joue-la comme Aulas. Au Winamax FC, on débat pour savoir si Christophe Galtier a réussi sa conférence de presse d'intronisation au PSG. En 2022, il faut petit-déjeuner foot, manger ballon rond et dîner analyses tactiques. Et la nuit ? De la bonne came, un Real Madrid-Barça à Las Vegas à 3 heures du mat'. Le soleil ne se couche jamais sur le plus grand empire du monde. Cette sur-consommation du football à une période où le ballon devrait sommeiller au vestiaire est la porte ouverte à ce que beaucoup critiquent : la centralisation des places fortes du foot, pourtant alimentée par les clients que nous sommes. Pour ceux qui font tourner le ballon, là-haut, il faut rendre le football indispensable afin de préparer l'avenir. Organiser des trophées des champions en Azerbaïdjan, des tournois aux États-Unis ou en Chine pour toujours plus de bénéfices. Mais à l'aube de l'intronisation de la Superligue, il faudra s'offusquer, crier à la mort du foot. En 2026, il sera difficile de critiquer les jeunes fans aspirés par un Bayern-Chelsea en Superligue, quand en 2022 les Lyonnais attendaient avec impatience que le maillot third de l'OL soit dévoilé, alors même qu'il ne dispute aucune Coupe d'Europe. En attendant, on critique la vidéo de la prolongation d'Ousmane Dembélé au Barça parce qu'elle fait cheap et on a un avis catégorique sur l'entrejeu de la Juve en plein juillet. Alors, Koundé, à Chelsea ou au Barça ?

JEUX OLYMPIQUES DE PARIS EN 2024

47% des Français se disent «indifférents»

À DEUX ANS des JO de Paris, il va falloir convaincre les Français, selon un sondage OpinionWay publié ce mardi. Seuls 26% des sondés se disent «intéressés» par l'évènement et 54% comptent le «suivre dans les médias». Un sondage publié au lendemain d'une «réunion de chantier» convoquée par Emmanuel Macron à l'Élysée. À deux ans de l'ouverture des Jeux olympiques de Paris, qui aura lieu du 26 juillet au 11 août 2024, 47% des Français se disent «indifférents» à cet événement, selon un sondage OpinionWay publié ce mardi par le quotidien Le Parisien. À la même question sur le sentiment qu'inspire les Jeux de Paris, 26% seulement des sondés se disent «intéressés», alors que 19% sont «inquiets» et 7% «impatients». 1% ne se prononce pas. Le sondage est publié au lendemain d'une «réunion de chantier» sur le sujet des Jeux convoquée par Emmanuel Macron à l'Élysée, pour faire le point sur tous les enjeux majeurs de l'événement. Selon cette enquête, les Français ne sont par ailleurs que 54% à prévoir de «suivre l'événement dans les médias» et 12% à vouloir «acheter des billets pour assister aux épreuves», mais 9% souhaitent assister à la cérémonie d'ouverture, sur place, 8% à celle de clôture, et 6% sont prêts à participer aux Jeux comme bénévole ou en postulant à un emploi. Pour le reste, 65% des sondés sont «favorables» à la cérémonie d'ouverture sur la Seine, et sur la question cruciale de la sécurité ils sont 72% à penser qu'elle sera bien assurée dans les autres villes, mais seulement 66% pour Paris. Enfin, pour 75% des personnes interrogées, le budget des JO de Paris-2024 sera dépassé, et pour 53% le total de médailles de la France sera équivalent à ceux des Jeux précédents, contre 26% d'optimistes (plus de médailles) et 19% de médailles (moins de médailles). L'enquête a été réalisée auprès d'un échantillon de 1.019 personnes représentatives de la population française âgée de 18 ans et plus, interrogées par questionnaire auto-administré les 20 et 21 juillet, selon la méthode des quotas.

LES AMBITIONS ET LES TALENTS NE MANQUENT PAS

Que faut-il au sport algérien pour s'émanciper ?

Un premier, sûrement celui qui pèse malheureusement le plus. Le pêché capital d'un sport algérien en régression inféconde : la mauvaise et son corollaire l'incompétence. La destruction en règle d'un de ses fleurons, le handball, est la plus mauvaise image renvoyée par ce miroir déformant qui veut que n'importe qui dirige n'importe qui. N'importe comment. Et ça explique tout. Justifie bien des travers

PAR AZOUAOU AGHILES

Dans la nuit de samedi à dimanche derniers, dans la moiteur du ciel de l'Oregon (USA), une hirondelle tout ce qu'il y a d'algérienne, passe à côté de la grande surprise de l'édition américaine des Mondiaux d'athlétisme mais montera quand même sur la seconde marche du podium derrière le vainqueur du jour et non moins super favori de la distance (le « 800 m », sa spécialité de prédilection), le Kenyan Emmanuel Korir qui n'est pas né, soit dit en passant, de la dernière pluie. En lui disputant l'or jusqu'au bout avant de s'avouer vaincu d'un cheveu. D'une petite poignée de centièmes de secondes. Sedjati, bien dans son rôle d'outsider, s'il sait garder raison malgré l'exploit, ne manque pas d'ambitions. Lui comme ses camarades présents et qui ont connu des fortunes diverses en attendant mieux. De l'imiter par exemple, en se frayant, à leur tour, une place parmi les grands. Une médaille en Mondial c'est bien, une autre aux Olympiades (celles de Paris arrivent à grands pas) c'est mieux, suggère notre Djamel national qui oublie l'argent. Veut encore plus. A faim de performances. Oran et Eugène déjà oubliés, bonjour la capitale française et, pourquoi pas (l'ambition n'est-elle pas la marque des grands ?), un sacre olympique. Pas trop demandé pour un garçon auquel beaucoup, avant le rêve américain qui se réalise avec une pointe de déception justifiée alors que le graal était à portée de ses belles chevauchées dans la dernière ligne droite, n'accordaient peut-être pas l'importance voulue. De l'irrespect face aux favoris, le canadien Marco Arop et l'Australien Peter Bol, deux grosses pointures qui ne l'ont pas vu venir avant



cette brutale accélération qui le mènera à un statut de vice-champion du monde. L'ambition (juste ce qu'il fallait) et le talent. Assez pour la nouvelle locomotive de l'athlétisme algérien pour inscrire, en lettres d'argent, son nom au registre des géants de la discipline. Ressusciter de grandes figures locales (Boulemerka, Morceli et autre Makhloufi pas encore fini et qui aura reçu cinq sur cinq le message pour mieux revenir) et donner du mordant à tous ces jeunes champions en devenir, motivés comme jamais désormais et auxquels il ne manque pas beaucoup pour s'engouffrer dans les couloirs grandement ouverts (comme un signe du destin) à partir du pays de l'athlétisme. De cette usine à ciel ouvert de fabrication de champions. Et quels champions. De vraies étoiles et monstres des pistes. A tête reposée mais toujours dans les nuages, Djamel Sedjati, retrouve peu à peu ses esprits. Trouve les mots pour dire, sans fausse modestie, qu'il est maintenant aux nouvelles réalités et responsabilités nées de cette mémorable nuit américaine propice aux rêves les plus fous. Le sens de la mesure vite retrouvé et des ambitions affichées publiquement. En hausse naturellement. En filigrane, l'or de Paris. Ambitions et talents. Le sport algérien, toutes disciplines confondues, n'en manque pas. Se vend par ailleurs bien quand on voit le nombre impressionnant de pépites quittant le pays par fournées entières (l'exemple du football, critiqué de toutes parts, qui s'exporte plutôt bien mais demeure miné par ses contradictions, suivez notre regard…) et confirmant la qualité d'un réservoir à la richesse prouvée. Rarement mise en doute. Que ses dirigeants (en majorité) font douter. Participent, par leur roublardise et leur incompétence, comme dirait un certain Aziz Derouaz (il parle du handball et tous ces sports abandonnés au aventuriers et opportunistes de tout bord), à un « criminel » gâchis. Sans nom. Sedjati, comme ses illustres prédécesseurs et ses futurs successeurs sur le devant de la scène internationale, ont su y répondre au moment qu'il fallait. Devant les caméras du monde entier. Dire qu'il fallait des hommes pour entretenir la flamme et redonner sa vraie place à un mouvement sportif national renaissant sans cesse de ses cendres. Capable toujours de mieux. Du meilleur …

A.A

ATHLÉTISME-MONDIAUX 2022 / DJAMEL SEDJATI, VICE-CHAMPION DU MONDE DU 800M :

« Mon objectif maintenant est une médaille olympique »

L'ATHLÈTE ALGÉRIEN Djamel Sedjati, médaillé d'argent au 800 mètres des Mondiaux-2022 d'athlétisme d'Eugène (Oregon/Etats-Unis), a assuré que sa consécration, va le booster davantage pour d'autres médailles, en premier lieu un sacre olympique aux prochains JO de Paris en 2024. « Je suis comblé de joie pour cette médaille d'argent, décrochée à ma première participation à des Mondiaux. Je suis heureux d'avoir honoré mon pays qui mérite tous les sacrifices et heureux d'avoir procuré de la joie à mon peuple. Maintenant, il faut penser à plus (..) une consécration olympique à Paris en 2024, pour laquelle, je dois bosser davantage et me préparer comme il se doit », a indiqué Djamel Sedjati, après avoir savouré son sacre. Evoquant sa finale, le vice-champion du monde algérien a reconnu que la course n'était pas facile, en présence des meilleurs de l'épreuve du 800m, à l'image du Kenyan Emmanuel Korir, le Canadien Marco Arop, l'Australien Peter Bol, entre autres. « Quand tu participes à trois courses (série, demi-finale et finale), il n'est jamais facile de gérer tes efforts. Malgré cela, j'ai joué mon va-tout, avec les consignes de mon entraineur Amar Benida et madame Benida-Merah, et je n'ai raté le titre suprême que par manque d'expérience. Néanmoins, j'estime que ce que j'ai réalisé, est un exploit », a souligné l'enfant de Tiaret. Djamel Sedjati, à peine 23 ans, a déjà tourné la page des Mondiaux d'Eugène dans lesquels il estime avoir pu tirer son épingle du jeu. Son point de mire, à présent, est « un sacre olympique » dont il rêve toujours, pour marquer son nom dans les annales de l'athlétisme algérien aux côtés des Noureddine Morceli, Hassiba Boulmerka, Nouria Benida-Merah, Taoufik Mekhloufi et Aissa Djabir Said-Guerni. « Oui, mon objectif principal reste une médaille olympique que je viserai à l'occasion des Jeux de Paris en 2024. Je sais que ce sera difficile, mais avec une bonne préparation, mais surtout, avec des moyens adéquats, je serai à la hauteur et j'atteindrai cet objectif qui demeure le rêve de chaque athlète », a souhaité Sedjati. A Eugène, Djamel Sedjati a réalisé en finale du 800m 1 :44.14, derrière le Kenya Emmanuel Korir, champion olympique (1 :43.71) et le Canadien Marco Arop (1 :44.28), et lors des Jeux Méditerranéens d'Oran (2022), l'Algérien avait gagné la même épreuve en 1 :44.52, mais son record personnel, cette année, est de 1 :43.69, réalisé au meeting de Strasbourg en France juin dernier. « La finale du 800m à Eugène était difficile, en présence de beaucoup de monde. J'aurais pu prendre l'or que je visais, avant l'entame de la course, mais ce n'est que partie remise pour l'avenir et aux prochains mondiaux en 2023 à Budapest en Hongrie », a tenu à préciser l'athlète. Et d'ajouter : » j'aurais aimé que mon frère et compatriote Slimane Moula partage le podium avec moi. C'est un grand bosseur qui mérite mieux. Je crois qu'il n'a pas à rougir de sa très honorable 5e place dans une finale mondiale de l'épreuve du 800m, combien difficile ». Pour sa part, le malheureux 5e du 800m, Slimane Moula a estimé qu'il a été victime de son manque d'expérience lors de la finale qu'il a trouvé « très difficile ». « J'ai eu la constatation sur place que la finale n'était pas du tout facile. C'est le premier Championnat du monde auquel je prends part, et ça reste une très bonne expérience, même si elle a quelque part, un goût amer pour n'avoir pas pu monter sur le podium. Ma satisfaction aussi est d'avoir tout donné. J'ai constaté sur place que les 1 :44 que j'ai courus lors des séries et lors de la demi-finale, m'ont quelque peu épuisé et à ce niveau de la compétition cela se paye cash », a indiqué Moula, en analysant la finale. Maintenant, les yeux des demi-fondistes algériens seront braqués principalement, sur les Jeux olympiques de Paris-2024, en passant par le Championnat du monde (2023) en Hongrie, comme intermédiaire. » Notre objectif principal est les JO-2024 et on doit y travailler dessus. Aujourd'hui, on est arrivé au haut niveau et à partir de là, on participera pour gagner des médailles et des titres », a assuré Moula, en terminant par lancer un appel pour bénéficier de plus de moyens et de soutien.

JM-2022: L'ETAT ACCOMPAGNERA LES MÉDAILLÉS ALGÉRIENS D'ORAN DANS LA PRÉPARATION POUR LES JO-2024

LE MINISTRE de la Jeunesse et des sports, Abderrazak Sebgag, a souligné mardi à Alger que l'Etat accompagnera l'ensemble des athlètes algériens médaillés aux derniers jeux méditerranéens d'Oran (25 juin-6 juillet), en vue d'une préparation adéquate et minutieuse en prévision des Jeux olympiques-2024 de Paris (France). «Nos athlètes ont réalisé des résultats sans précédent dans les annales du sport algérien, ce qui nous pousse à réadapter notre vision de l'avenir, en fixant des objectifs par rapport aux prochaines échéances, notamment les jeux olympiques-2024», a indiqué Sebgag lors d'une rencontre d'évaluation de la participation algérienne aux JM-2022, tenue en présence des présidents des Fédérations algériennes et du président du comité olympique et sportif algérien (COA), Abderrahmane Hammad. Rendant hommage aux athlètes ayant honoré les couleurs algériennes et à leurs staffs technique et médical, le ministre a souligné la nécessité d'élaborer une feuille de route en prévision des prochains rendez-vous sportifs, tout en procédant à une évaluation objective de la participation algérienne, en relevant les éventuelles lacunes, afin d'avancer et aller de l'avant». Il a affirmé dans ce contexte: «12 Fédérations sportives sur les 24 présentes aux JM d'Oran, ont obtenu des résultats. Ceci nous pousse à rechercher les raisons de l'absence de résultats chez les Fédérations concernées, et essayer d'y remédier en prenant les décisions adéquates». Le premier responsable du secteur a indiqué que l'objectif actuel du ministère est « de mettre en place un environnement propice pour préserver le haut niveau de performance démontré aux jeux d'Oran, et ce dans l'optique des jeux olympiques-2024 de Paris», ajoutant que la stabilité au sein de la famille sportive est un facteur indispensable à toute stratégie. Les JM-2022 d'Oran ont rassemblé 3390 athlètes de 26 pays, qui ont concouru dans 24 disciplines. L'Algérie a remporté un total de 53 médailles (20 or, 17 argent et 16 bronze), terminant 4è au classement général par nations : une performance sans précédent dans l'histoire de la participation algérienne aux Jeux méditerranéens.

COUPE ARABE DES U20/LIBYE-ALGÉRIE : LES VERTS À UNE VICTOIRE DES QUARTS DE FINALE

L'ÉQUIPE nationale de football des moins de 20 ans (U20) affrontera mercredi son homologue libyenne au stade Emir Sultan Bin Abdelaziz d'Abha (15h00, algériennes), avec l'intention de l'emporter et valider son ticket pour les quarts de finale de la Coupe arabe de la catégorie qui se déroule en Arabie saoudite. Pour ce match comptant pour la 3e et dernière journée (Gr.C), les coéquipiers du défenseur central Rayane Dehilis (Olympique Marseille/France) devront impérativement l'emporter pour terminer leaders et éviter les calculs des deux meilleurs deuxièmes. Vainqueur lors de son entrée en lice dans la compétition, face au Liban (2-1), l'Algérie défiera une solide équipe de Libye, qui a également réussi ses débuts en dominant les Libanais (2-0). Avec deux revers en autant de matchs, le Liban est d'ores et déjà éliminé. «La Libye est un adversaire à prendre au sérieux. Sa victoire face au Liban est méritée. Ils ont produit du beau jeu, surtout en 2e mi-temps. La différence s'est faite sur le plan physique. Les Libanais avaient déjà un match dans les jambes et manquaient d'expérience dans ce genre de compétition», a indiqué le coach national Mohamed Lacette au site officiel de la Fédération algérienne (FAF). Et d'ajouter : « Toutes les équipes sont à prendre au sérieux, plus particulièrement la Libye qui a montré un bon visage. A mon avis, dans ce genre de confrontation, il n'y a pas de place aux calculs, on joue pour la gagne. Les joueurs vivent bien la compétition, ils sont bien concentrés, disciplinés et surtout déterminés à aller au bout de l'aventure». Finaliste de la dernière édition disputée en 2021 en Egypte, l'Algérie espère faire mieux lors de cette 8e édition, d'autant que l'objectif principal est de remporter le trophée, même si l'Arabie saoudite, tenante du titre, bénéficiera de la faveur des pronostics à domicile et devant son public. 18 pays prennent part à cette 8e édition, scindés en six groupes de trois équipes. Les premiers des groupes A, B, C, D, E, F ainsi que les deux meilleurs deuxièmes se qualifient pour les quarts de finales prévus le dimanche 31 juillet. Les demi-finales auront lieu le mercredi 3 août tandis que la finale se jouera le samedi 6 août (19h00).

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	03:47	12:35	16:25	19:41	21:17
CONSTANTINE	03:54	12:40	16:29	19:49	21:19
ALGER	04:07	12:55	16:44	20:02	21:35
OUARGLA	04:17	12:45	16:26	19:42	21:07
CHLEF	04:16	13:01	16:50	20:07	21:39
MOSTAGANEM	04:22	13:06	16:54	20:11	21:44
ORAN	04:26	13:09	16:57	20:13	21:45

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7351 – MERCREDI 27 JUILLET 2022
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	30°	23°
Oran	35°	23°
Constantine	35°	20°
Ouargla	42°	26°

SCRUTIN SUR LA CONSTITUTION EN TUNISIE

LA FORTE ABSTENTION CONTRARIE LA DÉMARCHE DE SAÏED

Ce lundi 25 juillet, qui coïncide avec la fête de la République et l'anniversaire de la dissolution du Parlement, neuf millions d'électeurs tunisiens ont été conviés à se prononcer sur le projet de révision constitutionnelle initié par le Président Kaïs Saïed.

Ouverts à 8h00 du matin, les bureaux de vote n'ont pas connu d'engouement notamment dans les grandes villes. Les centres électoraux que le Jeune Indépendant a visités dans les gouvernorats de Tunis et d'Ariana, n'ont pas attiré de grandes foules. Des groupes d'une moyenne de dix à quinze personnes étaient présents dans les bureaux de visités. Le scrutin s'est déroulé au milieu d'un fort dispositif militaire mis en place pour prêter main forte aux policiers mobilisés dans la capitale.

«J'ai voté pour que le pays sorte de l'impasse actuelle. J'avoue que je ne regarde pas Kaïs Saïed avec le même espoir que l'année dernière, nous avons eu droit qu'à des slogans depuis une année, mais j'ai cru bien faire en votant car ce vide institutionnel a bloqué le pays et les perspectives de développement», a affirmé au Jeune Indépendant, Mohsen, 43 ans, électeur dans la circonscription d'Ariana.

Jusqu'à 16 heures, les officiels rencontrés et les représentants de l'Instance de surveillance des élections (ISIE) rassuraient sur le bon déroulement du scrutin et estimaient, que le peu d'empressement des électeurs d'aller aux urnes est dû à la canicule qui sévit dans le pays, ces derniers jours.

Peu après la fermeture des bureaux de vote, Farouk Bouaaskar, Président de l'Instance indépendante de surveillance des élections a fait savoir le taux de participation au scrutin, prolongé jusqu'à 22h00, avait atteint 27,54 %, ayant mobilisé 2,46 millions d'électeurs sur les 9,3 millions d'inscrits. Autorisés à donner des estimations, les instituts de sondages ont estimé que le «Oui» l'emporterait par 92%, des voix exprimées. Toutefois, le référendum ne s'est pas déroulé sans incidents. La commission de surveillance s'est plainte dès la matinée de l'absence des représentants des partis politiques. Pour cette organisation, 91% des bureaux de votes n'avaient pas d'observateurs.



ENTRAVES ET PRESSE MALMENÉE

L'Observatoire Shahid pour le suivi des élections et l'accompagnement des transitions démocratiques a constaté, lui-aussi, le manque flagrant d'observateurs dans les centres et bureaux de vote.

Le syndicat des journalistes tunisiens a dénoncé les entraves dressées face aux journalistes. Des chefs de bureaux de vote ont empêché des journalistes et photojournalistes tunisiens et étrangers de filmer à l'intérieur des bureaux de vote, selon le syndicat.

Un correspondant de presse français a accusé la police de l'avoir retenu pendant de long moments et l'avoir obligé à effacer le contenu photographique de son téléphone mobile. Cependant, l'Association tunisienne pour l'intégrité et la démocratie des élections (Atide) a constaté un retard dans le démarrage des opérations de vote pour le référendum sur une nouvelle constitution tunisienne et ce, dans un certain nombre de centres de vote, outre un manque d'équipements dans environ 26% des centres de vote observés.

Lors d'un point de presse, le président de l'association, Bassam Maâtar, a indiqué que les observateurs de l'Atide, dont le nombre s'élève à 430 en Tunisie et 6 à l'étranger, ont été empêchés de circuler librement dans les centres de vote, appelant à leur garantir le droit d'accès à tous les endroits dans les centres de vote. Elle a également relève que la campagne électorale en faveur de l'adoption de la Constitution, menée par des partisans de Saïed, s'était poursuivie au sein même des bureaux de vote.

Parmi ces violations une absence de représentants des partis participants, la faible présence des observateurs locaux dans beaucoup de bureaux de vote, et enfin les propos aux médias du Président Kaïs Saïed à l'issue de son accomplissement du devoir électoral. Un point de presse improvisé au cours duquel il a exposé un certain nombre de contenus du projet de constitution, ce qui est, là aussi, une violation du silence électoral. Cette entorse du Président qui a voté dans le quartier Ennasr 2 à Tunis, a aussi été relevé et dénoncé dans une saisine, par la Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle HAICA. Dans un communiqué, adressé à la télévision nationale publique, la Haica a appelé la Société tunisienne de télévision à respecter les lois et à respecter les restrictions liées à l'évitement de toute forme de publicité pendant la période de silence électoral.

Vers 22H30, une centaine de partisans du Président Saïed ont manifesté leur joie en chantant des slogans dans l'avenue Habib Bourguiba. Aucune manifestation des groupes et organisations ayant appelé au boycott n'a eu lieu aujourd'hui.

Mardi, le Front du salut national a appelé le président de la République à «quitter le poste» et à organiser des élections législatives et présidentielles anticipées, exhortant les différentes forces politiques et civiles nationales à se concerter davantage et à préparer «un dialogue national inclusif».

Lors d'un point de presse le Front du salut a plaidé en faveur de la constitution d'un comité préparatoire composé de ces forces nationales et politiques pour tenir une conférence nationale au cours de laquelle seraient convenues des réformes économiques et politiques et du choix d'un gouvernement de salut qui serait en mesure de préparer la phase transitoire.

Le secrétaire général du Front Ahmed Najib Chebbi a estimé que les chiffres relatifs au référendum annoncés lundi montrent que «75% des électeurs ont refusé de voter» et «de donner leur aval au processus du président et de conférer ainsi une «fausse légitimité à une constitution autoritaire».

Le Front du salut souligne que le président Saïed «n'a aucun motif pour rester encore au pouvoir après l'échec de son coup d'état»

De Tunis, Akram Kharief

